



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2026 – I – 46

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune de Rouvroy

Société Activ Medical Disposable

Arrêté du 26 FEV. 2026 portant prescriptions complémentaires

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX, en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 autorisant la société Activ Medical Disposable, dont le siège social est situé Domaine de la Clotte à Salinelles (30250), à exploiter une installation de production de protections d'hygiène à usage unique pour l'incontinence adulte située dans le parc d'activités de la Chênaie, rue Pablo Picasso à Rouvroy (62320) ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée le 12 novembre 2024 par la société Activ Medical Disposable concernant le projet d'extension du site qu'elle exploite dans le parc d'activités de la Chênaie, rue Pablo Picasso à Rouvroy (62320), notamment par la mise en service de quatre nouvelles lignes de production, la construction d'un bâtiment de stockage de produits finis (emprise au sol de 9 900 m², hauteur au faîtage de 15 m, toiture dotée de panneaux photovoltaïques), le redéploiement des activités et la création d'un nouveau bassin d'infiltration des eaux pluviales ;

Vu la décision d'examen n°2004-4011 du 10 janvier 2025 de non-soumission à l'étude d'impact de ce projet d'extension du site ;

Vu le dossier référencé 7650-006-001/Rév.C/05.12.2025 adressé au préfet le 9 décembre 2025, portant révision de la version référencée 7650-006-001/Rév.B/28.10.2024 adressée le 6 février 2025, l'informant, en application de l'article 1.6.1 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 précité, du projet de modifications notables qui seront apportées au site de production en vue de la mise en œuvre du projet susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France du 12 décembre 2025 ;

Vu l'information des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de la séance du 22 janvier 2026 ;

Vu le porter à connaissance du projet d'arrêté au pétitionnaire du 26 janvier 2026 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

- l'analyse des éléments d'appréciation développés dans le dossier, déposé en préfecture du Pas-de-Calais le 9 décembre 2025, montre que les évolutions projetées par la société Activ Medical Disposable sur son site de Rouvroy (62320) ne généreront pas de dangers et inconvénients supplémentaires significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;
- les évolutions présentées dans le dossier susvisé ne présentent donc pas un caractère substantiel au sens des articles L.181-14 et R.181-46 du Code de l'environnement ;
- les évolutions envisagées ont toutefois une incidence sur les distances modélisées des effets potentiellement dangereux des installations en cas de sinistre ;
- les distances d'effets thermiques irréversibles sur l'Homme ainsi modélisées sortent légèrement des limites d'exploitation du site mais sont compatibles avec leur environnement et les règles d'urbanisme ; elles doivent dans ce cas faire l'objet d'une proposition de porter à connaissance « risques technologiques » ;
- les évolutions en projet, considérées notables au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement précité, doivent être actées par arrêté de prescriptions complémentaires ;

Arrête

Article 1er : Objet

La société Activ Medical Disposable, dont le siège social est situé Domaine de la Clotte à Salinelles (30250), est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées dans le parc d'activités de la Chênaie, rue Pablo Picasso à Rouvroy (62320), autorisées par l'arrêté du 30 décembre 2014 susvisé, comprenant en particulier la mise en service de quatre nouvelles lignes de production et la construction d'un bâtiment de stockage de produits finis.

Article 2 : La société Activ Medical Disposable, dont le siège social est situé Domaine de la Clotte à Salinelles (30250), est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations situées dans le parc d'activités de la Chênaie, rue Pablo Picasso à Rouvroy (62320).

Article 3 : L'article 1.1.2 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

- « Article 1.1.2 : Installations non visées par la nomenclature des installations classées ou soumises à déclaration ou enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent aux installations du site Activ Medical Disposable et à leurs équipements connexes qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.

Sans préjudice des prescriptions du présent arrêté, les dispositions des arrêtés existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement sont applicables respectivement aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement présentes sur site, visées ci-dessous dans le tableau de l'article 1.2.1.

Le présent arrêté vaut preuve de dépôt pour les installations classées du site soumises à déclaration. »

Article 4 : Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 est abrogé et remplacé par le tableau présenté ci-après.

LIBELLÉ DE LA RUBRIQUE NOMENCLATURE ICPE	CARACTÉRISTIQUES DES ACTIVITÉS / INSTALLATIONS	RUBRIQUE ICPE	CLASSEMENT A/E/D/NC(*)
Traitement de fibres d'origine végétale, cocons de vers à soie, fibres artificielles ou synthétiques par battage, cardage, lavage, etc., la quantité de fibres susceptibles d'être traitées étant supérieure à 5t/j.	Défilage et mélange de fibres de cellulose : 200 t/j. Découpe et mélange de fibres polyester : 50 t/j. Quantité de fibres susceptibles d'être traitées sur le site pour les 12 lignes de production : 250 t/j.	2311	A (2311-1)
Entrepôts couverts dédiés au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes, à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature [...], le volume des entrepôts étant compris entre 50 000 et 900 000 m ³ .	Volume total des entrepôts : 316 667 m ³ .	1510-2	E (1510-2-b)
Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 20 t/j.	Fibres de polyester : 11t/j. Films de polyéthylène et films non tissés : 29t/j. Quantité totale susceptible d'être traitée : 40 t/j.	2661-2	E (2661-2-a)
Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 1 t/j mais inférieure à 10 t/j.	Pulvérisation de colle à chaud : quantité de matière susceptible d'être mise en œuvre : 6 t/j.	2661-1	D (2661-1-c)
Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 20 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les solvants organiques à mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F ou les liquides organohalogénés à mention de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement	Fontaine à dégraisser, avec utilisation de solvant organique, volume de la cuve : 100 l.	2564-1	D (2564-1-b)

européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006.			
Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...] ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	<p>Chaufferie au gaz naturel : 0,9 MW.</p> <p>Groupe motopompe : 0,2 MW.</p> <p>Puissance thermique totale : 1,1 MW.</p>	2910-A	D (2910 – A-2)
Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 à l'exception des établissements recevant du public. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m³.	Stockage de palettes de bois présentes à l'extérieur du bâtiment, volume susceptible d'être stocké : 200 m³.	1532-2	NC
Oxygène (numéro CAS 7782-44-7), la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t.	Quantité d'oxygène susceptible d'être présente (1 bouteille) : 0,014 t.	4725	NC
Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel [...], la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations [...] étant, pour le stockage en récipients à pression transportables, inférieur à 6 t.	Quantité totale susceptible d'être présente, 60 bouteilles de 13 kg de propane : 0,78 t.	4718-1	NC
Acétylène (numéro CAS 74-86-2), la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à	Quantité d'acétylène susceptible d'être présente (1 bouteille) : 6 kg.	4719	NC

250 kg.			
Liquides inflammables de catégorie 1 [...], la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 1 t.	Quantité totale de liquides inflammables de catégories 1, 2 ou 3 : 0,41 t.	4330	NC
Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t.		4331	NC
Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 150 kW.	Puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant fonctionner simultanément : inférieure à 50 kW.	2560	NC
Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801, lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant inférieure à 10 kg.	Application d'encre et solvant ; quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre : 7 kg/j.	2940-2	NC
Ateliers de charge d'accumulateurs électriques, lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW.	Local comprenant 6 postes de charge. Puissance maximale de courant continu : 44,6 kW.	2925-1	NC

Article 5 : L'article 1.2.2 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

- « Article 1.2.2 : Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune et les parcelles présentées ci-après.

COMMUNE	PARCELLES
Rouvroy	Terrain de 60 147 m ² correspondant aux parcelles n°357, n°391, n°437, n°400, n°410, n°426, n°427, n°431, n°432, n°433, n°436, n°439, n°438 et n°440.

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté. »

Article 6 : Conformité aux dossiers de demande d'autorisation

Les dispositions du chapitre 1.3 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

- « Les installations du site et leurs équipements annexes, objet du présent arrêté, sont conçus, disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et aux données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation référencé « R/6051150-V02 », complété par un mémoire référencé « BS-JMS/Rév-Janv.2014/AMD/ROUVROY version n°2 », déposé en préfecture du Pas-de-Calais le 3 février 2014, modifié par les éléments techniques décrits dans le dossier de porter à connaissance référencé « 7650-006-001/Rév.C/05.12.2025 » adressé en préfecture du Pas-de-Calais le 9 décembre 2025.

En tout état de cause, ils respectent les dispositions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté et des recommandations du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) qui seront émises dans le cadre de la procédure de demande de permis de construire pour le projet d'extension et notamment la construction du bâtiment F (recommandations pouvant concerner la conception des installations, des conditions d'exploitation et des mesures opérationnelles), les installations du site de la société Activ Medical Disposable respectent les dispositions réglementaires de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié visé qui lui sont applicables. En particulier, ces dispositions sont applicables :

- à l'ensemble des cellules A, A+ et C d'entreposage des matières premières suivant les modalités définies par ce texte pour les installations « existantes » relevant de l'enregistrement,
- au bâtiment F d'une emprise au sol de 9 900 m² (compartimenté en deux cellules F1 et F2) d'entreposage des produits finis suivant les modalités définies par ce même texte pour les installations « nouvelles » relevant de l'enregistrement. »

Article 7 : L'article 1.6.2 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 est complété par les dispositions suivantes :

- « La mise à jour de l'étude de dangers pouvant être rendue nécessaire postérieurement au 1er janvier 2023, doit mentionner les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.).

Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale.

Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur les conditions d'intervention. »

Article 8 : Les dispositions de l'article 1.6.7 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

- « En cas d'arrêt définitif des installations classées, l'exploitant notifie au préfet du Pas-de-Calais la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

La notification prévue ci-dessus doit comprendre le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ; elle indique les mesures prises ou prévues ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité des installations des terrains concernés du site, telle que définie à l'article R.512-75-1 du Code de l'environnement. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents dans l'emprise foncière du site de production,
- le nettoyage des installations,
- le démantèlement des installations qui ne pourront être réutilisées sur place dans le cadre de l'usage futur,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la mise en sécurité, la suppression des risques d'incendie et d'explosion,

- la surveillance éventuelle des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le terrain d'implantation du site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et L.211-1 du Code de l'environnement et qu'il permette au minimum un usage futur de ce terrain de même type que celui couvert par le présent arrêté : usage de type industriel.

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant en fait attester par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection de l'environnement.

L'exploitant transmet au préfet du Pas-de-Calais, au plus tard dans un délai de quatre mois à compter de la date effective de cessation des activités du site, un mémoire précisant les mesures déjà observées ou envisagées pour assurer la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du Code de l'environnement compte tenu du type d'usage prévu pour le site. Le mémoire comporte notamment :

- le diagnostic défini à l'article R.556-2 du Code de l'environnement,
- les objectifs de réhabilitation,
- un plan de gestion comportant :
 - les mesures de gestion des milieux,
 - les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts susvisés, durant les travaux,
 - en tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Les mesures de gestion des milieux comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, le traitement des sources de pollution et des pollutions concentrées.

Ces mesures de gestion sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages.

Elles doivent permettre un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément aux dispositions prévues à l'article L.512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1, compte tenu du ou des usages futurs. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation, sont réalisés, l'exploitant fait attester, tel que prévu à l'article L.512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation.

L'exploitant transmet cette attestation au préfet du Pas-de-Calais, au maire de Rouvroy (62320) ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.

Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans le délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation de conformité des travaux, la cessation d'activité est réputée achevée.

En cas de vente des terrains, le propriétaire est tenu d'informer par écrit l'acheteur que des installations classées soumises à autorisation y ont été exploitées. Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers et inconvénients importants qui résultent de l'exploitation de ses installations. »

Article 9 : Le chapitre 1.7 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

- « Chapitre 1.7 : Arrêtés applicables – Respect des autres législations et réglementations

Sous réserve du respect de la réglementation en vigueur (notamment livre V du Code de l'environnement – titre I) et des dispositions du présent arrêté, sont applicables aux installations du site de la société Activ Medical Disposable visées par le présent arrêté, les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous, non listés de manière exhaustive :

DATES	TEXTES
31 mars 1980	Arrêté modifié relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.
23 janvier 1997	Arrêté modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
2 février 1998	Arrêté modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
29 mai 2000	Arrêté modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 « ateliers de charge d'accumulateurs ».
28 juillet 2003	Arrêté relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter.
23 août 2005	Arrêté modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées.
29 septembre 2005	Arrêté modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
4 octobre 2010	Arrêté modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (section III : protection contre la foudre).
11 avril 2017 (*)	Arrêté modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.
20 novembre 2017	Arrêté modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.
3 août 2018	Arrêté modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.
31 mai 2021	Arrêté modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement.
16 mai 2025	Avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement (ou tout avis ultérieur sur ces mêmes méthodes susceptible d'abroger l'avis du 16 mai 2025).

(*) Ainsi que précisé ci-dessus à l'article 4, les cellules d'entreposage A, A+ et C d'une part et F1, F2 d'autre part sont conformes en conception et exploitation aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié applicables aux installations relevant de l'enregistrement, respectivement pour les installations existantes et nouvelles.

Les dispositions du présent arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail, le Code général des collectivités territoriales et la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire. »

Article 10 : Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'installation comporte :

- le conduit d'évacuation du générateur d'eau chaude servant au chauffage fonctionnant au gaz naturel,
- 12 conduits d'évacuation des installations de dépoussiérage des lignes de production. »

Article 11 : Les dispositions de l'article 3.2.4.2 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

- « L'établissement dispose de 12 lignes de production intégrant chacune d'elles une opération de broyage (défibrage) de papier à papier-fibre de cellulose et mélange de fibres de cellulose.

Tous les postes ou parties d'installation susceptibles d'engendrer des émissions de poussières sont pourvus de moyens de traitement de ces émissions.

Les émissions de poussières doivent être soit captées et dirigées vers des dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou par aspersion des points d'émissions, ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

Les installations sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

3.2.4.2.1 – Conditions de fonctionnement :

Chaque ligne de production est équipée d'une aspiration indépendante reliée à une installation de dépoussiérage.

L'arrêt d'un des 12 systèmes d'aspiration et de dépoussiérage doit entraîner automatiquement l'arrêt de la ligne de production correspondante.

Toute anomalie de fonctionnement sur un des 12 systèmes précités doit activer une alarme.

La vitesse de circulation des effluents dans les conduites d'aspiration doit être suffisante afin d'éviter toute accumulation et tout encrassement des conduits.

3.2.4.2.2 – Valeurs limites de rejet :

Les effluents issus de chacune des 12 installations de dépoussiérage doivent respecter les valeurs suivantes :

- débit maximum : 60 000 Nm³/h,
- concentration maximale au débit maximum précité :
 - poussières totales : 40 mg/Nm³,
 - fibres : 1 mg/Nm³ (une fibre étant définie comme tout objet d'une longueur supérieure à 5 microns, et d'une largeur inférieure à 3 microns, le rapport longueur/largeur étant supérieur à 3).
- flux horaire maximal :
 - poussières totales : 1,2 kg/h,
 - fibres : 0,03 kg/h.

3.2.4.2.3 – Cheminées :

La hauteur minimale de chacune des 12 cheminées des rejets issus des installations de dépoussiérage est de 14 mètres. »

Article 12 : Les dispositions relatives à l'identification du rejet n°1 de l'article 4.3.5.1 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

- « Rejet n° 1 : Les eaux pluviales de toitures

Elles sont collectées puis dirigées vers deux bassins d'infiltration de capacités minimales de 275 m³ et 735 m³ (dimensionnés sur la base d'un orage décennal), intégrés au traitement paysager du site. »

Article 13 : Les dispositions de l'article 71.1 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 sont complétées par les dispositions suivantes :

- « La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoins rappelés à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans le plan de défense incendie prescrit à l'article 7.5.1.1.

Les parois extérieures du bâtiment F d'entreposage des produits finis comprenant deux cellules (repérées F1 et F2 dans le dossier « Rév.C/ 05.12.2025 » précité) sont suffisamment éloignées :

- des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m^2 ,
- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à ce bâtiment F, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation du site, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m^2),
- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises et les autres ERP de 5ème catégorie nécessaires au fonctionnement des bâtiments d'entreposage du site conformes aux dispositions du point 4. de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation du site, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m^2).

Les distances sont au minimum soit celles calculées à hauteur de cible pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte tenu de la configuration des stockages et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS - Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt, partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire.

Les parois extérieures du bâtiment F d'entreposage des produits finis sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m^2) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place de dispositifs séparatifs à l'efficacité démontrée.

Les parois externes des cellules F1 et F2 sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager au bâtiment d'entreposage. La distance entre ces parois et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.

Cette distance peut être réduite à 1 mètre :

- si ces parois sont REI 120, et si leur hauteur excède d'au moins 2 mètres les stockages extérieurs,
- ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires :

- pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il prend les mesures appropriées et met en place le dispositif nécessaire pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. En particulier :
 - l'exploitant établit et tient à la disposition de l'Inspection de l'environnement dans un dossier sécurité, la liste des équipements importants pour la sécurité. Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance de ces équipements ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites, jointes au dossier,
 - l'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir. Ces dispositions portent notamment sur la conduite des installations, l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement, la maintenance et la sous-traitance, l'approvisionnement en matériel, la formation et la définition des tâches du personnel.

- pour garantir en cas d'incendie (par l'installation d'écrans thermiques ou dispositions équivalentes), le respect des distances d'effets dangereux modélisées dans le complément d'étude des dangers joint au dossier de porter à connaissance adressé au préfet le 9 décembre 2025, vis-à-vis des limites de propriété. À partir des parois externes du bâtiment d'entreposage des produits finis, les distances sont reportées dans le tableau qui suit : flux thermiques de 5 kW/m² restant à l'intérieur des limites du site, flux thermiques de 3 kW/m² sortant de moins de 15 m côté Ouest et de moins de 12 m côté Sud.

SEUILS	DISTANCES (EN M) EN VIS-À-VIS DES FAÇADES DU BÂTIMENT				
	OUEST	SUD (CELLULE F2)	EST		NORD (CELLULE F1)
			CELLULE F1	CELLULE F2	
Effets létaux significatifs	/	/	5	3	/
Effets létaux	/	/	22	12	/
Effets irréversibles	39	42	41	42	/

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sécurité et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

L'exploitant doit observer les dispositions permettant de garantir un taux de disponibilité très élevé des installations de sécurité pour la prévention et la lutte contre un incendie sur site : doublement de certains équipements, indépendance d'équipements assurant la même fonction ; en outre, les équipements mis en place doivent être robustes, fiables et éprouvés.

L'affectation à l'habitation, même partielle, est strictement interdite dans l'enceinte du site. »

Article 14 : Les dispositions de l'article 7.2.1 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

- « 7.2.1.1 : Dispositions générales

De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

De même, les exigences de caractéristiques coupe-feu, dans le cas des parois et des murs, impliquent notamment une exigence de stabilité au feu sur la même durée.

Les bâtiments comprennent :

- bâtiments A, A+ et C : (surface de 6 206 m²) : stockage des matières premières,
- bâtiments B et C+ : (surface de 9 640 m²) : ateliers regroupant respectivement 8 et 4 lignes de production,
- bâtiment D (surface de 860 m² au RDC et de 123 m² à l'étage) : locaux techniques regroupant :
 - atelier de maintenance,
 - transformateur, compresseurs, TGBT,
 - locaux administratifs,
 - locaux sociaux.
- bâtiment E (surface de 118 m²) : locaux techniques (installation d'extinction automatique à eau, local huile, chaufferie),
- bâtiment F d'une hauteur au faîtage de 15 m (extension constituée des 2 cellules repérées F1 et F2, surface de 9 900 m²) : stockage de produits finis.

Les bâtiments doivent respecter les conditions constructives suivantes :

- les bâtiments sont construits en mur béton,
- toutes les parois internes séparatives des bâtiments et cellules A, A+, B, D, E, C, C+, F1 et F2 doivent présenter les caractéristiques minimales de résistance au feu REI 120. Les portes d'intercommunication seront de degré coupe-feu 2 heures,
- les structures porteuses (poteaux et poutres) répondent à la classification R60 (stabilité au feu de 1 heure minimum),
- les murs de séparation énoncés ci-après sont classés REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) :
 - les locaux administratifs et sociaux,

- les locaux de maintenance mécanique et électriques,
- mur de séparation entre les locaux administratifs et sociaux et les locaux de maintenance et le local « transformateurs »,
- murs de séparation (sur une largeur de 18 m côté nord) entre la cellule de stockage de matières premières (bâtiments A et A+) et le local sprinklage et la chaufferie.

Au niveau des parois séparatives devant dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement, la toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 m de part et d'autre des parois séparatives. Ces dispositions constructives spécifiques sont applicables pour les murs séparatifs entre la cellule F1 et les bâtiments A+ et C+ et entre les cellules F1 et F2.

Côté Est, ces deux murs présentent soit des prolongements au-delà de la façade (d'au moins 2 m pour le mur entre F1 et les cellules A+ / C+, d'au moins 1 m pour le mur séparatif des cellules F1 et F2), soit des retours perpendiculaires en façade Est. Prolongements et retours doivent présenter les mêmes caractéristiques REI 120 (toute hauteur et dépassement d'un mètre en toiture). En cas de retours perpendiculaires :

- il est d'au moins 2m en façade Est pour le mur séparatif entre la cellule F1 et les cellules A+ et C+,
- il est constitué de deux retours d'au moins 1 m en façade Est, de part et d'autre du mur séparatif entre les cellules F1 et F2,
- des murs classés REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) vis-à-vis de l'extérieur seront mis en place :
 - pour le stockage de matières premières (bâtiment A et A+), façade Ouest (en complément du mur de séparation prescrit au point précédent) sur une hauteur de 2,70 m, façade nord sur une hauteur de 8,30 m sur une largeur de 6 m, côté ouest et sur une hauteur de 2,70 m pour le reste,
 - pour le stockage de matières premières (bâtiments C) et l'extension de l'atelier de production (bâtiment C+), façade Est et Nord sur une hauteur de 2,70 m,
 - pour le stockage de produits finis (angle nord-ouest cellule F1, parois Ouest des cellules F1 et F2, paroi sud de la cellule F2).

Ces murs doivent être construits d'une part selon les règles de calcul habituelles des matériaux concernés (CM 66, BAEL 91, BPEL 91) et d'autre part, selon les «DTU feu » acier et béton correspondants.

La résistance au feu des divers éléments de construction est déterminée dans l'arrêté du 3 août 1999.

- les portes de communication placées dans les murs de séparation sus-mentionnés sont classées EI 120 (coupe-feu de degré 2 h) et sont munies de ferme-portes,
- des baies vitrées peuvent être présentes dans le mur de séparation entre l'atelier de production (Bâtiment B) et les locaux administratifs et sociaux. Elles sont classées EI 120 (coupe-feu 2 heures) et sont obligatoirement fixes (sans ouvrant, ni coulissant),
- le local « chauffeurs » est isolé des bâtiments C et C+ (respectivement stockage de matières premières et extension de l'atelier de production) par des murs et plafonds classés REI 120 et une porte éventuelle d'intercommunication munie d'un ferme-porte classée EI 120,
- en ce qui concerne la toiture de tous les bâtiments, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 (M0) et l'isolement thermique est réalisé en matériaux A2 s1d0 (M0) ou A2 s1 d1 (M1) de pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) doit satisfaire à la classification B roof (t3) (classe et indice T30/1).

De façon générale, les portes coupe-feu des locaux à risques particuliers doivent :

- soit rester fermées,
- soit être maintenues en position ouverte mais, dans ce cas, elles seront à fermeture automatique asservies à des détecteurs autonomes déclencheurs placés de part et d'autre en partie haute.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs), sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Une signalétique bien visible « Porte coupe-feu – Ne mettez pas d'obstacle à sa fermeture » doit être apposée sur les portes coupe-feu à fermeture automatique.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Des merlons sont aménagés en limite de site : un merlon d'une hauteur minimale de 2,5 m le long de la façade Ouest en vis-à-vis des cellules A et A+, et un merlon d'une hauteur d'au moins 6,4 m le long de la façade Est en vis-à-vis de la cellule C, prolongé jusqu'au bassin d'infiltration aménagé à l'angle Nord-Est du site.

À l'occasion du chantier d'extension, objet du dossier adressé le 9 décembre 2025 en préfecture, et sauf difficulté dûment justifiée auprès de l'inspection de l'environnement, l'exploitant observera les dispositions pour :

- prolonger ces merlons jusqu'en limite Sud du site dans sa configuration après extension, tout en réservant l'espace nécessaire pour l'accès pompier côté Est, en vis-à-vis de l'atelier de production C+,
- aménager un merlon d'une hauteur minimale de 2,5 m le long de la limite Sud du site, tout en réservant l'espace nécessaire pour l'accès pompier côté Sud.

L'exploitant doit étudier et mettre en œuvre les dispositions de réalisation et de surveillance permettant d'assurer une stabilité pérenne de ces merlons d'une hauteur importante.

7.2.1.2 – Organisation du stockage

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues soient largement dégagées.

Les marchandises sont entreposées en masse ou en racks sur au maximum 2/3 de la surface de la cellule. Elles doivent être organisées de manière à éviter les risques de chute et de heurts notamment lors de la circulation des engins de manutention et des piétons.

La dimension des allées et des quais doit prendre en compte le gabarit des charges transportées pour permettre les manœuvres en toute sécurité.

Les allées de circulation ne doivent pas avoir une largeur inférieure en sens unique à la largeur du véhicule ou du chargement augmentée d'un mètre. En cas de circulation dans les deux sens, elle ne sera pas inférieure à 2 fois cette largeur augmentée de 1,40 m.

Le marquage au sol doit déterminer les allées de circulation.

Les matières conditionnées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1) surface maximale des îlots au sol : 500 m²,
- 2) hauteur maximale de stockage : 5,20 m maximum pour les matières premières (bâtiments A, A+ et C) et pour les produits finis (cellules F1 et F2),
- 3) distance entre 2 îlots : 2 mètres minimum,
- 4) une distance minimale de 1 m est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

Le stockage de matières premières (bâtiment A) en paletier se fait sur une hauteur maximale de 4,20 m. Dans ce cas, les dispositions 1) et 3) ci-dessus ne s'appliquent pas.

Le stockage des produits finis en cellules F1 et F2 est réalisé en racks métalliques dans le respect des modalités maximales définies dans le dossier référencé 7650-006-001/Rév. C/ 05.12.2025 pour la modélisation des effets thermiques.

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 m sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 m est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond, ou de tout système de chauffage.

Sans préjudice des dispositions prévues ci-dessus à l'article 7.1.1 pour les cellules F1 et F2, les stockages éventuels situés à l'extérieur des locaux doivent être séparés des parois extérieures par un espace libre de 5 mètres minimum. »

Article 15 : Le 1er alinéa de l'article 7.2.2.1 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

- « L'installation dispose en permanence d'au moins trois accès répartis autour du site en façade Nord, côtés Est et Sud, pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. »

Article 16 : L'alinéa 5 de l'article 7.2.2.3 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

- « Les passages entre les cellules de stockage (A, A+, C, F1 et F2) et les passages entre les cellules de stockage (A, A+, C, F1) et les ateliers de production

(bâtiments B et C+) sont munis de portes coulissantes classées EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) à fermeture automatique asservie aux détecteurs autonomes déclencheurs et de portes piétonnières classées EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) avec ferme portes. »

Article 17 : L'alinéa 8 de l'article 7.2.2.4 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

- « Des amenées d'air frais situées en partie basse, d'une superficie minimale égale aux dispositifs de désenfumage du local concerné et du plus grand canton dans le cas des bâtiments A/A+, B et C/C+, cellules F1 et F2, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur. La section géométrique de ces amenées d'air doit correspondre au minimum à celle de l'ouverture des exutoires. »

Article 18 : L'article 7.4.4.2 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

- « Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations susceptible d'avoir une incidence sur les données d'entrées de l'ARF. »

Article 19 : L'article 7.4.6 suivant est ajouté aux dispositions de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 :

- « Article 7.4.6 : Zones à atmosphère explosible

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 31 mars 1980 modifié, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'installation.

Les zones à risques d'explosion sont définies et repérées sur plan, porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Ces zones sont également clairement indiquées dans le plan de défense incendie prescrit à l'article 7.5.1.1 du présent arrêté.

Les caractéristiques des matériels dans ces zones et leur mise en œuvre sont définies conformément aux dispositions du décret n°96-1010 du 19 novembre 1996 modifié relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être

utilisés en atmosphère explosible, ayant transposé la directive européenne ATEX 1994/9/CE du 23 mars 1994, et de l'arrêté du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter.

Les masses métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentiellles. »

Article 20 : L'alinéa 6 de l'article 7.7.3.3 de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

- « Et, en complément, deux réserves incendie de capacité unitaire de 240 m³, implantées dans l'enceinte du site, l'une à l'angle Nord-Ouest et l'autre à l'angle Sud-Est, réalisées conformément à la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951. Les réserves sont implantées à plus de 30 mètres des bâtiments et en dehors des flux thermiques ; elles sont signalées conformément à la norme NFS 62-221. Chacune d'elles est associée à une plateforme d'aspiration de 32 m² (4 x 8 mètres), aménagée et équipée de poteaux/de puisards d'aspiration hors gel. Les engins de lutte contre l'incendie peuvent accéder par tous les temps à ces plateformes d'aspiration par une voirie d'une portance minimale de 160 kN. »

Article 21 : Les chapitres 8.7 et 8.8 suivants sont ajoutés aux dispositions de l'arrêté d'autorisation du 30 décembre 2014 :

- « Chapitre 8.7 : Local de charge d'accumulateurs

Sauf disposition explicitement prévue au présent chapitre, l'atelier de charge des accumulateurs est conçu et exploité conformément aux dispositions de l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2925 et aux dispositions de l'annexe I-point 17 de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé.

La recharge des batteries des engins de manutention se fera exclusivement dans le local de charge spécifique dédié, implanté dans la cellule F2, à l'angle Sud-Est de cette dernière.

La structure du local de charge répond aux caractéristiques minimales de stabilité au feu R60 ; sa façade Est, qui pourra être réalisée en bardage double-peau, comprend une surface soufflable, réalisée en matériaux légers et suffisamment dimensionnée, et au moins une issue de secours donnant directement vers l'extérieur.

Le local de charge sera efficacement désenfumé ; les commandes des exutoires de désenfumage sont localisées près des accès.

Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.

Les modalités minimales d'isolement du local de charge vis-à-vis de la cellule F2 sont les suivantes :

- mur REI 120 jusqu'à la hauteur du plancher de ce local qui sera en béton et également REI 120,
- porte EI 2 120-c munie d'un dispositif de fermeture automatique asservie à la détection incendie et aussi au sprinklage.

Les murs de séparation du local de charge vis-à-vis des locaux techniques mitoyens présentent les caractéristiques minimales de résistance au feu REI 120, toute hauteur, et ne comprennent aucune ouverture.

Le sol du local de charge est recouvert d'une résine d'étanchéité anti-acide avec remontée en plinthe sur une hauteur de 1 m à la périphérie ; il est associé à une rétention borgne de capacité minimale 1 m³ pour la récupération des écoulements acides éventuels.

Un dispositif rince-œil est installé à proximité du local de charge.

Ce local sera très largement ventilé vers l'extérieur par des ventilations forcées asservies à la mise en fonctionnement des postes de charge ; dans le cas où les conduits de ventilation traversent des murs présentant des caractéristiques de résistance au feu, ils sont dotés de clapets coupe-feu restituant le degré coupe-feu de la paroi concernée. En outre, le dysfonctionnement de la ventilation dans le local de charge interdira l'opération de charge.

Le local de charge sera équipé d'un dispositif de détection d'hydrogène auquel l'opération de charge sera asservie. Les détecteurs sont associés à un report d'alarme.

Une consigne d'exploitation précisera que la charge est impérativement conditionnée à l'ouverture du coffre de l'engin électrique pour éviter tout risque de confinement d'hydrogène. Les chargeurs sont efficacement protégés (cartouches fusibles, disjoncteurs...) contre toute surcharge pouvant être à l'origine d'un court-circuit ou d'une explosion.

Chapitre 8.8 : Panneaux photovoltaïques

La toiture du bâtiment F est dotée de panneaux photovoltaïques. La structure porteuse doit être en capacité de supporter la charge rapportée par l'installation photovoltaïque ; cette disposition doit être justifiée par une attestation de contrôle technique par un organisme extérieur compétent.

La mise en place de l'installation photovoltaïque est réalisée conformément aux dispositions réglementaires applicables au bâtiment concerné en matière de prévention contre les risques d'incendie et de panique. En matière de sécurité incendie, l'ensemble de l'installation est conçu selon les préconisations du guide UTE C15-712 et selon les préconisations du guide pratique réalisé par l'ADEME avec le syndicat des énergies renouvelables (SER) / : « Spécifications techniques relatives à la protection des personnes et des biens dans les installations photovoltaïques raccordées au réseau » (1er décembre 2008). L'installation est conforme aux dispositions de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation – section V : dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension. Cet objectif peut notamment être atteint par l'une des dispositions suivantes, par ordre de préférence décroissant :

- un système de coupure d'urgence de la liaison DC est mis en place, positionné au plus près de la chaîne photovoltaïque, piloté à distance depuis une commande regroupée avec le dispositif de mise hors-tension du bâtiment,
- les câbles DC cheminent en extérieur (avec protection mécanique si accessible) et pénètrent directement dans chaque local technique onduleur du bâtiment,
- les onduleurs sont positionnés à l'extérieur, sur le toit, au plus près des modules,
- les câbles DC cheminent à l'intérieur du bâtiment jusqu'au local technique onduleur, et sont placés dans un cheminement technique protégé, situé hors locaux à risques particuliers, et de degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes,
- les câbles DC cheminent uniquement dans le volume où se trouvent les onduleurs, Ce volume est situé à proximité immédiate des modules. Il n'est accessible ni au public, ni au personnel ou au occupant non

autorisé. Le plancher bas de ce volume est stable au feu du même degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.

Une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs est positionnée de façon visible à proximité du dispositif de mise hors-tension du bâtiment et identifiée par la mention : « Attention – Présence de deux sources de tension : 1 – Réseau de distribution ; 2 – Panneaux photovoltaïques » en lettres noires sur fond jaune.

Un cheminement d'au moins 50 cm de large est laissé libre autour du ou des champs photovoltaïques installés en toiture. Celui-ci permet notamment d'accéder à toutes les installations techniques du toit (exutoires, climatisation, ventilation, visite...).

L'installation des panneaux photovoltaïques doit veiller à ne pas obstruer les exutoires prévus pour le désenfumage.

Le pictogramme dédié au risque photovoltaïque est apposé :

- à l'extérieur du bâtiment à l'accès des secours,
- aux accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque,
- sur les câbles DC tous les 5 mètres.

Sur les consignes de protection contre l'incendie sont indiqués la nature et les emplacements des installations photovoltaïques (toiture, façades, fenêtres...).

L'exploitant doit s'assurer de la compatibilité du stockage des marchandises dans les cellules concernées du bâtiment F avec la présence des panneaux photovoltaïques en couverture.

Le local de pilotage de l'installation photovoltaïque présente les modalités minimales d'isolement suivantes vis-à-vis des locaux mitoyens :

- murs REI 120,
- toiture REI 120 (réalisée en béton),
- absence de communication directe, l'accès au local se fait exclusivement de l'extérieur depuis au moins une porte présentant les caractéristiques minimales de résistance au feu EI 30, s'ouvrant par une manœuvre simple vers l'extérieur et garantissant l'évacuation rapide du personnel (barre antipanique, balisage).

Le local sera doté d'un sol constitué de matériaux incombustibles et disposera de grilles hautes et basses d'aération naturelle, suffisamment dimensionnées.

Il est repéré sur les plans du bâtiment destinés à faciliter l'intervention des secours. »

Article 22 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 23 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

- un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Rouvroy (62320) pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de la maire et transmis à la préfecture du Pas-de-Calais ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 24 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète de Lens et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Activ Medical Disposable et dont une copie sera transmise en mairie de Rouvroy.

À Arras,

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Christophe MARX

Copie :

- à la société Activ Medical Disposable ;
- à la sous-préfète de Lens ;
- à la maire de Rouvroy ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France – UD de l'Artois.